

Principaux résultats et recommandations

L'**Enquête sur le budget ouvert 2008**, une évaluation détaillée de la transparence budgétaire dans 85 pays, révèle que l'état de la transparence budgétaire dans le monde est déplorable. Ceci encourage les dépenses inappropriées, inutiles et liées à la corruption et – en excluant le public de la prise de décision – réduit la légitimité et l'impact des initiatives de lutte contre la pauvreté.

En même temps, l'Enquête montre qu'un certain nombre de pays ont amélioré leurs résultats de façon significative au cours des deux dernières années. Elle montre également que de nombreux autres gouvernements pourraient améliorer leur transparence budgétaire rapidement et à faible coût en mettant à la disposition du public les informations budgétaires qu'ils produisent déjà pour leurs donateurs ou pour utilisation interne.

L'Enquête sur le budget ouvert 2008 révèle des brèches de la transparence dans le monde

- Seuls cinq pays sur les 85 enquêtés – la France, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, le Royaume-Uni et les Etats-Unis – mettent des informations approfondies à la disposition du public comme requis par les bonnes pratiques reconnues de gestion des finances publiques.
- Ces pays obtiennent tous des résultats supérieurs à 80 sur un maximum de 100 points sur l'**Index sur le budget ouvert 2008 (IBO)**, une mesure comparative de l'accessibilité et de l'exhaustivité des huit documents budgétaires clés devant être publiés d'après les bonnes pratiques internationales. L'IBO se fonde sur les réponses d'un sous-ensemble de questions de l'Enquête.
- Le résultat moyen pour l'IBO 2008 est de 39 sur 100. Ceci indique que, en moyenne, les pays enquêtés fournissent des informations minimales sur les activités financières et le budget de leur gouvernement central.
- Vingt-cinq pays enquêtés fournissent peu ou pas d'informations budgétaires. Ceux-ci incluent des pays aux faibles revenus comme le Cambodge, la République démocratique du Congo, le Nicaragua et la République kirghize, ainsi que plusieurs pays aux revenus moyens ou élevés comme la Chine, le Nigeria et l'Arabie saoudite (Voir Classements de l'IBO, p. 3.)

Les pays les moins transparents partagent des caractéristiques similaires

- Les pays les moins transparents sont pour la plupart situés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (avec un résultat moyen de 24 sur 100 sur l'IBO) et en Afrique subsaharienne (résultat moyen de 25 sur l'IBO).
- Les pays aux plus mauvais résultats tendent à être des pays aux revenus faibles et dépendent souvent lourdement de revenus issus de l'aide extérieure ou des exportations de pétrole et de gaz.
- De nombreux pays aux mauvais résultats ont des institutions démocratiques faibles ou sont gouvernés par des régimes autocratiques.

Le manque de transparence entrave la responsabilisation et empêche la participation

- Presque tous les pays publient le budget annuel après son approbation par la législature.

Cependant, en Chine, Guinée équatoriale, Arabie saoudite et au Soudan, le budget approuvé n'est pas publié, empêchant le public de suivre son exécution.

- La plupart des pays fournissent beaucoup moins d'informations durant les étapes d'élaboration, d'exécution et de contrôle du processus budgétaire. Ceci empêche le public de contribuer à la définition des priorités et politiques principales, à l'amélioration de la valeur de l'argent et à la lutte contre la corruption.

La surveillance formelle faible des institutions exacerbe la situation

- Dans la majorité des pays enquêtés, les législatures disposent de pouvoirs, de temps et de capacité très limités pour réviser le Projet de budget de l'exécutif et surveiller son exécution.
- De même, dans de nombreux pays, les institutions supérieures de contrôle ne disposent pas de suffisamment d'indépendance ou de financement pour réaliser leur mandat, et il n'y a souvent aucun mécanisme en place pour vérifier si l'exécutif suit les recommandations de l'audit.

Des améliorations immédiates sont possibles

- Les comparaisons entre les résultats de l'IBO de 2006 et ceux de 2008 montrent que certains pays ont commencé à améliorer leur transparence budgétaire au cours des deux dernières années.
- En Croatie, au Kenya, au Népal et au Sri Lanka, des améliorations significatives ont été influencées par les activités de groupes de la société civile ou ont créé des opportunités pour de plus importantes interventions de la société civile. Des améliorations importantes de la transparence budgétaire ont également été rapportées en Bulgarie, Egypte, Géorgie et Papouasie Nouvelle-Guinée.
- Il existe aussi des éléments montrant que de bons résultats peuvent être obtenus dans des contextes difficiles : la Jordanie et l'Afrique du Sud se démarquent par exemple de leurs voisins régionaux. Parmi les pays aux faibles revenus, le Pérou et le Sri Lanka fournissent tous deux à leurs citoyens un montant significatif d'informations budgétaires.
- Finalement, l'Enquête révèle que des progrès pourraient être accomplis ailleurs rapidement et à relativement faible coût, avec suffisamment de volonté politique. De nombreux pays obtenant de faibles résultats produisent déjà une grande partie des informations budgétaires requises par les bonnes pratiques. En mettant ces informations à la disposition du public, ces pays augmenteraient leurs résultats sur l'IBO et de ce fait, encourageraient une surveillance efficace et amélioreraient la responsabilisation.

L'IBP appelle à l'action urgente pour améliorer la transparence budgétaire et la responsabilisation

Pour obtenir des améliorations immédiates de la transparence budgétaire, l'IBP incite:

- *Les gouvernements* à mettre à la disposition du public les informations budgétaires qu'ils publient déjà. Dans tous ces pays où les informations sont produites mais non divulguées au public, les gouvernements doivent immédiatement les diffuser.
- *Les institutions financières internationales et les donateurs* à encourager les gouvernements bénéficiant de l'aide à mettre à la disposition du public les informations qu'ils produisent pour leurs donateurs ou pour utilisation interne.

- *La société civile* à attirer l'attention et à exiger des explications sur les cas dans lesquels les gouvernements ne mettent pas à la disposition du public les informations budgétaires qu'ils produisent pour leurs donateurs ou une utilisation interne.

Pour consulter l'intégralité de l'Enquête sur le budget ouvert 2008, aller sur www.openbudgetindex.org.

Indice sur le budget ouvert 2008

En un coup d'œil

Quels sont les pays qui ouvrent leurs comptes au public?

L'Indice sur le budget ouvert évalue la quantité et le types d'informations mises à la disposition du public dans les documents budgétaires d'un pays. Le placement d'un pays dans une catégorie de résultats a été déterminé par la moyenne des réponses aux 91 questions du Questionnaire sur le budget ouvert liées aux informations contenues dans les huit documents budgétaires dès que tous les pays doivent mettre à la disposition du public.

Légende

- Fournit des informations approfondies
- Fournit des informations significatives
- Fournit quelques informations
- Fournit des informations minimales
- Fournit peu ou pas d'informations

Les pays obtenant des résultats entre 81 et 100 pour cent ont été placés dans la catégorie de résultats **Fournit des informations approfondies**, ceux avec des résultats entre 61 et 80 pour cent dans **Fournit des informations significatives**, ceux avec des résultats entre 41 et 60 pour cent dans **Fournit quelques informations**, ceux avec des résultats entre 21 et 40 pour cent dans **Fournit des informations minimales**, et ceux avec des résultats entre 0 et 20 pour cent dans **Fournit peu ou pas d'informations**. Tous les Questionnaires sur le budget ouvert utilisés pour calculer ces résultats peuvent être consultés sur www.openbudgetindex.org.

